

**PREFECTURE DU HAUT-RHIN**

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE  
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

JMG/CZ

**A R R E T E**

**N° 9 5 2 1 4 6** du **9 NOV. 1995** portant  
prescriptions spéciales à la Société **CUMMINS-WÄRTSILA ENGINE COMPANY** à  
**MULHOUSE**

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**  
*Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article 11 ;
- VU** le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU** le récépissé de déclaration du 28 mai 1954 délivré à la Société Alsacienne de Construction Mécanique pour l'exploitation au sein de son usine sise 1 rue de la Fonderie à MULHOUSE, d'un atelier d'essais de moteurs diesel visé à la rubrique n° 299/2/a de la nomenclature ;
- VU** le changement de raison sociale de l'établissement, pour une partie des activités exercées sur le site du 1 rue de la Fonderie, en CUMMINS WÄRTSILA ENGINE COMPANY effectué en Préfecture du HAUT-RHIN le 24 août 1995 ;
- VU** l'accident du 28 mai 1995 dans l'atelier d'essais de moteurs diesel qui a conduit à la pollution de la rivière ILL et du ruisseau QUATELBACH par des hydrocarbures ;
- VU** le procès-verbal dressé le 28 mai 1995 par le Garde-Chef du Conseil Supérieur de la Pêche à la résidence de HORBOURG-WIHR au Président Directeur Général de la Société CUMMINS WÄRTSILA ENGINE COMPANY pour pollution d'un cours d'eau par des hydrocarbures ;

.../...

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
*Liberté - Egalité - Fraternité*

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, d'imposer des prescriptions spéciales à la Société CUMMINS WARTSILA ENGINE COMPANY.

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 26 JUL. 1995 .

**VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du - 7 SEP. 1995 .

**SUR** proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1er :**

La Société CUMMINS WARTSILA ENGINE COMPANY dont le siège social est 1 rue de la Fonderie à MULHOUSE, représentée par son Président Directeur Général Monsieur Ian BARROWMANN, est tenue de se conformer aux prescriptions techniques visées aux articles suivants qui s'appliquent à son atelier d'essais de moteurs diesel situé au sein de l'usine 1 rue de la Fonderie à MULHOUSE (Bâtiment 38).

.../...

**ARTICLE 2 : Utilisation de l'eau dans l'atelier d'essais de moteurs :**

**2.1.** Après le 31 décembre 1995 :

- toute circulation d'eau dans les caniveaux ouverts, actuellement existant au sein de l'atelier d'essais de moteurs diesel, sera interdite.
- l'eau de l'III, actuellement utilisée comme eau de refroidissement et eau de freinage des moteurs à l'essai, devra circuler en conduite fermée.

Le rejet s'effectuera dans l'III au droit du site.

**2.2.** Dans un délai de 6 mois une étude technico-économique visant à ne plus utiliser en circuit ouvert l'eau de l'III comme eau de refroidissement et eau de freinage des moteurs à l'essai, sera communiquée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

**ARTICLE 3 : Alimentation générale en carburant de l'atelier d'essais de moteurs :**

Les prescriptions de cet article devront être réalisées avant le 31 décembre 1995.

**3.1.** Toutes les plates-formes d'essais des moteurs devront être étanches aux hydrocarbures et conçues de façon à permettre le drainage des hydrocarbures susceptibles d'y être répandus.

Les produits ainsi collectés seront dirigés vers un dispositif de rétention situé à l'intérieur de l'atelier d'essais, et dont le volume de stockage sera d'au minimum 15 m<sup>3</sup>.

Ce dispositif de rétention bénéficiera d'un point bas permettant la récupération des hydrocarbures éventuellement déversés.

.../...

Ce dispositif de rétention sera équipé d'une double détection de niveau à placer au niveau du point bas :

- \* 1er seuil de détection : alarme visuelle et sonore au sein de l'atelier.
- \* 2ème seuil de détection : fermeture de la vanne d'alimentation générale en carburant de l'atelier d'essais.

- 3.2. La vanne de coupure manuelle, située sur la conduite générale d'alimentation en carburant de l'atelier d'essais de moteur sera remplacée par une électrovanne de sécurité à réarmement manuel.

La fermeture automatique de cette vanne sera asservie à la détection d'hydrocarbure située dans le dispositif de rétention, associé à l'atelier d'essais de moteurs, visé à l'article 3.1. précédent.

- 3.3. Les hydrocarbures déversés dans le dispositif de rétention ne pourront être vidangés que par pompage.

Ils seront soit réutilisés au sein de l'atelier d'essais, soit éliminés dans une installation autorisée.

#### **ARTICLE 4 : Alimentation en carburant des plates-formes d'essais de moteurs :**

- 4.1. L'atelier est équipé de 8 plates-formes d'essais de moteurs diesel :

- 6 plates-formes pour les essais de production.
- 2 plates-formes pour les essais de technologie - développement.

- 4.2. Les conduites d'alimentation en carburant secondaires, tirées à partir de la conduite d'alimentation générale de l'atelier d'essais jusqu'à l'une des 8 plates-formes d'essais, seront toutes équipées d'une vanne de coupure manuelle.

.../...

Pour les plates-formes sur lesquelles il n'est pas procédé à des essais moteurs, cette vanne devra obligatoirement être en position fermée.

Cette obligation fera l'objet d'une consigne écrite à distribuer au personnel d'exploitation et à afficher dans l'atelier d'essais.

#### 4.3.

4.3.1. Chacune des plates-formes bénéficie de sa propre cuve d'alimentation en carburant du moteur, et à laquelle est associé un dispositif de pesage de carburant.

4.3.2. Dans un délai de 6 mois, toutes les cuves d'alimentation et les dispositifs de pesage seront positionnés sur cuvette de rétention. Le volume de rétention sera d'au moins 150 litres.

4.3.3. Dans un délai de 6 mois, chacune des cuvettes de rétention des cuves d'alimentation et dispositif de pesage sera équipée d'une double détection de niveau des hydrocarbures susceptibles d'y être déversés.

La détection d'hydrocarbures dans ce dispositif de rétention provoquera automatiquement au niveau de la plate-forme :

- \* la fermeture de l'électrovanne de sécurité visée à l'article 4.4., située sur la conduite secondaire d'alimentation en carburant.
- \* la fermeture de l'électrovanne de gestion de carburant, associée à la cuve d'alimentation du moteur, située sur la conduite secondaire d'alimentation en carburant à l'amont immédiat de la cuve d'alimentation du moteur.
- \* L'arrêt du moteur situé sur la plate-forme d'essai.

4.4. Dans un délai de 6 mois, chacune des conduites secondaires d'alimentation en carburant sera équipée d'une électrovanne de sécurité à réarmement manuel.

La fermeture de l'électrovanne de sécurité sera asservie à la détection d'hydrocarbure dans la cuvette de rétention de la cuve d'alimentation de la plate-forme associée.

.../...

4.5. "Les essais de moteurs de longue durée (soit des essais ayant lieu en dehors des horaires de présence normale dans l'atelier d'essais), ne pourront s'effectuer que sous contrôle d'un personnel qualifié et compétent, susceptible d'agir rapidement en cas de problème.

La présence de ce personnel lors des tests ne restera obligatoire que durant la période nécessaire à la mise en place des mesures exigées par le présent arrêté, ainsi que durant le mois qui suivra cette mise en place".

#### ARTICLE 5 :

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de MULHOUSE et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de MULHOUSE pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

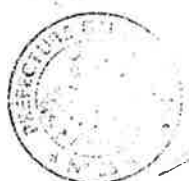
Fait à COLMAR, le **9 NOV. 1995**

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

**Signé J.C. EHRMANN**

Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :



*Christian AULEN*  
Christian AULEN

Délais et voies de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).  
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif,  
le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant,  
il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.